



Conseil économique et social

Distr. limitée
26 juin 2012
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Imelda **Smolcic** (Uruguay)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015

[Point 3 b)]

Programme 28

Sûreté et sécurité

1. À sa 16^e séance, le 13 juin 2012, le Comité a examiné le programme 28 (Sûreté et sécurité) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 [A/67/6 (Prog. 28)].
2. Le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Les participants ont souligné l'importance du programme, qui permet d'assurer la sécurité et la sûreté du personnel des Nations Unies dans l'exercice de ses fonctions.
4. Ils ont demandé des éclaircissements concernant l'étendue de la sécurité fournie par le système de gestion de la sécurité, en particulier pour ce qui est des réunions intergouvernementales et des manifestations qui ne sont pas organisées par l'Organisation mais auxquelles participent des membres de son personnel. Ils ont également voulu savoir si un mécanisme était en place pour aider ces personnes en cas d'atteinte à la sécurité.



5. Des membres du Comité ont demandé des précisions sur les 150 000 fonctionnaires répartis dans plus de 2 000 lieux d'affectation dont il est question dans l'orientation générale. Ils ont aussi cherché à savoir ce que recouvrait l'expression « personnel des Nations Unies ».

6. Des membres du Comité ont demandé des éclaircissements sur les difficultés rencontrées et les enseignements tirés de l'expérience évoqués dans le rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/67/77), en particulier sur les mesures qui doivent être prises pour améliorer l'efficacité et éviter les chevauchements d'activités dans l'ensemble du système de gestion de la sécurité et sur la modernisation nécessaire des systèmes de gestion informatique. Ils se sont dits inquiets des retards qui pourraient résulter de l'examen des mécanismes de gestion des ressources humaines qui régissent le recrutement.

7. Toujours à propos du rapport sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2010-2011, des membres ont demandé des précisions sur le taux d'exécution du budget.

8. Des membres du Comité ont demandé quels étaient les critères utilisés pour classer un lieu d'affectation comme dangereux, et ont souhaité savoir quelle était la nature des changements envisagés en matière de sûreté et de sécurité concernant ces lieux d'affectation et quelles en seraient les répercussions financières sur le Secrétariat et sur les fonds, programmes et organismes des Nations Unies.

9. Des membres ont constaté que l'orientation générale du programme avait changé et que, si celle-ci a privilégié la conduite des programmes et des activités dans la plus grande sécurité, il s'agissait désormais de fournir direction et appui opérationnel au système de gestion de la sécurité. Ils ont demandé des éclaircissements sur la méthode de gestion des risques sécuritaires évoquée dans l'orientation générale et ont fait remarquer que le cadre du programme ne contenait aucune autre référence à ce sujet.

10. Des membres du Comité ont demandé des éclaircissements concernant le nouveau mécanisme de responsabilisation et la date à laquelle il avait été adopté. Ils ont constaté que l'objectif du sous-programme 1 avait changé et ont demandé si la sécurité serait toujours assurée 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Concernant la réalisation escomptée b), ils étaient préoccupés par le fait qu'elle concerne des opérations précises, à savoir les opérations de sûreté rapprochée, et ne renvoie pas à la sécurité de façon plus large.

11. Concernant la stratégie de la composante 1 du sous-programme 2, des membres du Comité craignaient que le rôle des pays hôtes dans la coordination des activités de sécurité ne soit pas pleinement pris en considération.

12. Pour ce qui est de la composante 2 du sous-programme 2, des précisions ont été demandées sur les effets de la formation à la sécurité fournie, ainsi que sur le rôle joué par le Département dans la gestion des risques aériens.

Conclusions et recommandations

13. **Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le texte explicatif du programme 28 (Sûreté et sécurité) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015.**